

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2016/201315]

3 MARS 2016. — Décret visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales, pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent décret règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, des matières visées aux articles 127, § 1^{er}, et 128, § 1^{er}, de celle-ci.

Art. 2. Le présent décret transpose l'article 29 de la Directive 2006/54/CE du Parlement européen et du Conseil du 5 juillet 2006 relative à la mise en œuvre du principe de l'égalité des chances et de l'égalité de traitement entre hommes et femmes en matière d'emploi et de travail.

Art. 3. § 1^{er}. Le Gouvernement wallon veille à la mise en œuvre des objectifs de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes tenue à Pékin en septembre 1995 et, plus particulièrement, à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques, mesures, préparations de budgets ou actions qu'il prend, en vue d'éviter ou de corriger d'éventuelles inégalités entre les femmes et les hommes.

Il présente au Parlement wallon, en début de législature, au plus tard six mois après la Déclaration de politique régionale, pour l'ensemble des politiques menées, les objectifs stratégiques qu'il entend réaliser au cours de celle-ci, conformément aux objectifs de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes tenue à Pékin en septembre 1995 et, dans la mesure du possible, aux conclusions formulées par le Forum des organisations non gouvernementales, qui s'est tenu en Chine, en même temps que ladite Conférence.

§ 2. Les crédits relatifs aux actions visant à réaliser l'égalité entre les hommes et les femmes sont identifiés par département, service à gestion séparée, société anonyme de droit public et organisme d'intérêt public dans une note de genre, annexée à chaque projet de décret contenant le budget général des dépenses.

§ 3. Le Gouvernement wallon développe une méthode permettant d'intégrer la dimension de genre dans l'ensemble du cycle budgétaire.

Art. 4. Sans préjudice du décret du 6 novembre 2008 relatif à la lutte contre certaines formes de discrimination, chaque ministre intègre la dimension de genre dans toutes les politiques, mesures et actions relevant de ses compétences. A cet effet :

1° il veille à la mise en œuvre des objectifs stratégiques fixés à l'article 3, § 1^{er}, et à l'intégration de la dimension du genre dans les plans de management, dans les contrats d'administration ainsi que dans tout autre instrument de planification stratégique des services du Gouvernement wallon et des organismes d'intérêt public qui relèvent de sa compétence.

A cette fin, il approuve les indicateurs de genre pertinents permettant de mesurer le processus d'intégration de la dimension de genre et la réalisation des objectifs stratégiques;

2° il établit, pour chaque projet d'acte législatif et réglementaire, un rapport d'évaluation de l'impact du projet sur la situation respective des femmes et des hommes. Le Gouvernement wallon définit le modèle de ce rapport, dit "gender test";

3° il veille, dans le cadre des procédures de passation des marchés publics et d'octroi de subsides, à la prise en compte de l'égalité des femmes et des hommes et à l'intégration de la dimension de genre.

Art. 5. Chaque ministre veille, dans les domaines relevant de ses compétences, à ce que les statistiques que les services du Gouvernement et les organismes d'intérêt public produisent, collectent et commandent dans leur domaine d'action soient ventilées par sexe et que des indicateurs de genre soient établis.

Art. 6. § 1^{er}. Le Gouvernement wallon transmet au Parlement wallon un rapport intermédiaire et un rapport de fin de législature sur la politique menée conformément aux objectifs de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes tenue à Pékin en septembre 1995. Ces rapports intègrent la politique spécifique d'égalité entre les femmes et les hommes.

§ 2. Le rapport intermédiaire porte sur le suivi des progrès réalisés en vue d'atteindre les objectifs stratégiques, visés à l'article 3, en décrivant les éventuelles difficultés rencontrées et les propositions envisagées pour remédier à ces obstacles.

Il est transmis au Parlement wallon dans un délai de nonante jours suivant l'adoption, par le Parlement, du deuxième projet de décret contenant le budget général des dépenses de la législature concernée.

§ 3. Le rapport de fin de législature est une note de diagnostic comparant la situation en début de législature avec celle existant à la fin de la législature.

Il est transmis au Parlement wallon dans un délai de soixante jours suivant l'adoption, par le Parlement, du cinquième projet de décret contenant le budget général des dépenses de la législature concernée.

Art. 7. Le Gouvernement wallon institue un groupe interdépartemental de coordination dont il fixe la composition. Le Conseil wallon de l'égalité entre hommes et femmes y est représenté.

Art. 8. Conformément à sa mission définie dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 juillet 2003 portant création d'un Conseil wallon de l'égalité entre hommes et femmes, le Conseil wallon de l'égalité entre les hommes et les femmes est chargé de l'accompagnement et du soutien du processus d'intégration de la dimension de genre dans les politiques, mesures ou actions régionales.

A ce titre, le Conseil wallon de l'égalité entre hommes et femmes peut notamment formuler des avis ou recommandations de sa propre initiative. Il peut également être saisi par le Gouvernement wallon ou un de ses membres afin de donner un avis.

Art. 9. Le Gouvernement wallon détermine les règles de forme et de fond à respecter lors de l'élaboration des rapports visés à l'article 6, le niveau de responsabilité minimale des membres du groupe interdépartemental de coordination visé à l'article 7, ainsi que les règles liées à la mise en place et au fonctionnement de ce dernier.

Art. 10. Pour la première application du présent décret, les objectifs stratégiques visés à l'article 3, § 1^{er}, alinéa 2, sont présentés au Parlement wallon au plus tard six mois après l'entrée en vigueur du présent décret.

A titre transitoire, le rapport intermédiaire visé à l'article 6, § 2, est transmis au Parlement wallon pour la première fois au plus tard le 30 septembre 2016.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 3 mars 2016.

Le Ministre-Président,

P. MAGNETTE

Le Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine,

M. PREVOT

Le Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de l'Innovation et du Numérique,

J.-C. MARCOURT

Le Ministre des Pouvoirs locaux, de la Ville, du Logement et de l'Energie,

P. FURLAN

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire,
de la Mobilité et des Transports, des Aéroports et du Bien-Etre animal,

C. DI ANTONIO

La Ministre de l'Emploi et de la Formation,

Mme E. TILLIEUX

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,

C. LACROIX

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Ruralité, du Tourisme et des Infrastructures sportives,
délégué à la Représentation à la Grande Région,

R. COLLIN

—
Note

(1) *Session 2015-2016.*

Documents du Parlement wallon, 261 (2015-2016), n^{os} 1 à 3.

Compte rendu intégral, séance plénière du 2 mars 2016.

Discussion.

Vote.

—
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2016/201315]

3 MAART 2016. — **Decreet houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen, voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet (1)**

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Dit decreet regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, aangelegenheden bedoeld in de artikelen 127, § 1, en 128, § 1 ervan.

Art. 2. Artikel 29 van Richtlijn 2006/54/EG van het Europees Parlement en de Raad van 5 juli 2006 betreffende de toepassing van het beginsel van gelijke kansen en gelijke behandeling van mannen en vrouwen in arbeid en beroep wordt omgezet bij dit decreet.

Art. 3. § 1. De Waalse Regering waakt over de tenuitvoerlegging van de doelstellingen van de Vierde Wereldvrouwenconferentie die in september 1995 te Peking heeft plaatsgehad, en meer in het bijzonder over de integratie van de genderdimensie in het geheel van haar beleidslijnen, maatregelen, begrotingsvoorbereidingen of acties en dit met het oog op het voorkomen of corrigeren van eventuele ongelijkheden tussen vrouwen en mannen.

Daartoe legt zij, bij het begin van de legislatuur, hoogstens zes maanden na de gewestelijke beleidsverklaring, voor de gezamenlijke beleidspunten, de strategische doelstellingen aan het Waals Parlement voor, die zij in de loop ervan wil verwezenlijken, in overeenstemming met de doelstellingen van de Vierde Wereldvrouwenconferentie die in september 1995 in Peking werd gehouden en, voor zover mogelijk, met de conclusies die werden geformuleerd door het Forum van niet-gouvernementele organisaties dat tegelijkertijd met de Wereldvrouwenconferentie in China heeft plaatsgevonden.

§ 2. De kredieten met betrekking tot de acties om gelijkheid van mannen en vrouwen te verwezenlijken, worden per departement, dienst met afzonderlijk beheer, publiekrechtelijke naamloze vennootschap en instelling van openbaar nut uiteengezet in een gendernota die als bijlage wordt gevoegd bij elk ontwerp van algemene uitgavenbegroting.

§ 3. De Waalse Regering werkt een methode uit om de genderdimensie te integreren in het geheel van de begrotingscyclus.

Art. 4. Onverminderd het decreet van 6 november 2008 ter bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie integreert elke Minister de genderdimensie in alle beleidslijnen, maatregelen en acties die onder zijn bevoegdheden vallen. Daartoe :

1° waakt hij of zij over de tenuitvoerlegging van de in artikel 3, § 1, bepaalde strategische doelstellingen en van de integratie van de genderdimensie in de managementplannen, beheerscontracten en in elk ander instrument voor strategische planning van de Diensten van de Waalse Regering en van de instellingen van openbaar nut die onder zijn bevoegdheid vallen.

Daartoe keurt hij of zij de relevante genderindicatoren goed die het mogelijk maken om het proces van de integratie van de genderdimensie en de realisatie van de strategische doelstellingen te meten;

2° stelt hij of zij voor elk wetgevend of reglementair ontwerp een evaluatieverslag op van de impact ervan op de respectieve situatie van vrouwen en mannen. De Waalse Regering bepaalt het model van dit verslag, "gendertest" genaamd;

3° waakt hij of zij, in het kader van de procedures voor de toekenning van overheidsopdrachten en de toekenning van subsidies, over het in aanmerking nemen van de gelijkheid van vrouwen en mannen en de integratie van de genderdimensie.

Art. 5. Elke Minister ziet, in de domeinen die onder zijn of haar bevoegdheden vallen, erop toe dat de statistieken die de Diensten van de Regering en de instellingen van openbaar nut in hun actiedomein produceren, verzamelen en bestellen, naar geslacht opgesplitst worden en dat er genderindicatoren worden opgesteld.

Art. 6. § 1. De Waalse Regering legt aan het Waals Parlement een tussentijds verslag en een verslag op het eind van de legislatuur voor over het beleid dat werd gevoerd overeenkomstig de doelstellingen van de Vierde Wereldvrouwenconferentie die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad. Deze verslagen integreren het specifieke beleid inzake de gelijkheid van vrouwen en mannen.

§ 2. Het tussentijdse verslag bespreekt het volgen van de vorderingen die werden geboekt met het oog op het bereiken van de in artikel 3 vastgelegde strategische doelstellingen, waarbij de eventuele ondervonden moeilijkheden worden omschreven, alsook de voorstellen die men voorziet om deze hinderpalen te verhelpen.

Het wordt aan het Waals Parlement overgezonden binnen een termijn van negentig dagen volgend op de aanneming, door het Parlement, van het tweede ontwerp van decreet dat de algemene uitgavenbegroting van de betrokken legislatuur inhoudt.

§ 3. Het verslag op het einde van de legislatuur is een diagnostische nota waarin de situatie aan het begin van de legislatuur wordt vergeleken met die op het einde van de legislatuur.

Het wordt aan het Waals Parlement overgezonden binnen een termijn van zestig dagen volgend op de aanneming, door het Parlement, van het vijfde ontwerp van decreet dat de algemene uitgavenbegroting van de betrokken legislatuur inhoudt.

Art. 7. De Waalse Regering stelt een interdepartementale coördinatiegroep in waarvan ze de samenstelling bepaalt. De "Conseil wallon de l'égalité entre hommes et femmes" (Waalse raad voor gelijkheid tussen mannen en vrouwen) wordt er vertegenwoordigd.

Art. 8. Overeenkomstig zijn opdracht bepaald in het besluit van de Waalse Regering van 10 juli 2003 tot oprichting van een "Conseil wallon de l'égalité entre hommes et femmes", is de "Conseil wallon de l'égalité entre hommes et femmes" belast met de begeleiding en de ondersteuning van het proces van de integratie van de genderdimensie in de gewestelijke beleidslijnen, maatregelen en de acties.

In dit opzicht kan de "Conseil wallon de l'égalité entre hommes et femmes" o.a. op eigen initiatief adviezen of aanbevelingen formuleren. De "Conseil wallon de l'égalité entre hommes et femmes" kan eveneens worden aangezocht door de Waalse Regering of door een van zijn leden om een advies te verlenen.

Art. 9. De Waalse Regering bepaalt de vormelijke en inhoudelijke regels die moeten worden nageleefd bij de opstelling van de verslagen bedoeld in artikel 6, de minimale graad van aansprakelijkheid van de leden van de interdepartementale coördinatiegroep bedoeld in artikel 7, alsook de regels in verband met de oprichting en de werking ervan.

Art. 10. Voor de eerste toepassing van dit decreet worden de in artikel 3, § 1, tweede lid, bedoelde strategische doestellingen aan het Waals Parlement voorgelegd uiterlijk zes maanden na de inwerkingtreding van dit decreet.

Bij wijze van overgangsmaatregel wordt het in artikel 6, § 2, bedoelde tussentijdse verslag voor de eerste keer uiterlijk op 30 september 2016 aan het Waals Parlement overgemaakt.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 3 maart 2016.

De Minister-President,
P. MAGNETTE

De Minister van Openbare Werken, Gezondheid, Sociale Actie en Erfgoed,
M. PREVOT

De Minister van Economie, Industrie, Innovatie en Digitale Technologieën,
J.-C. MARCOURT

De Minister van Plaatselijke Besturen, Stedenbeleid, Huisvesting en Energie,
P. FURLAN

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit en Vervoer, Luchthavens en Dierenwelzijn,
C. DI ANTONIO

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,
Mevr. E. TILLIEUX

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,
C. LACROIX

De Minister van Landbouw, Natuur, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme en Sportinfrastructuur,
afgevaardigde voor de Vertegenwoordiging bij de Grote Regio,
R. COLLIN

—
Nota

(1) *Zitting 2015-2016.*

Stukken van het Waals Parlement, 261 (2015-2016), nrs. 1 tot 3.

Integraal verslag, plenaire zitting van 2 maart 2016.

Bespreking.

Stemming.

—————
SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2016/201313]

3 MARS 2016. — Décret portant assentiment à l'accord de coopération du 3 décembre 2015 entre la Communauté française et la Région wallonne habilitant les Comités d'acquisition wallons à réaliser des opérations patrimoniales pour le compte de la Communauté française et des entités qui en dépendent (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

Article unique. Assentiment est donné à l'accord de coopération du 3 décembre 2015 entre la Communauté française et la Région wallonne habilitant les Comités d'acquisition wallons à réaliser des opérations patrimoniales pour le compte de la Communauté française et des entités qui en dépendent.

Namur, le 3 mars 2016.

Le Ministre-Président,
P. MAGNETTE

Le Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine,
M. PREVOT

Le Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de l'Innovation et du Numérique,
J.-C. MARCOURT

Le Ministre des Pouvoirs locaux, de la Ville, du Logement et de l'Energie,
P. FURLAN

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire,
de la Mobilité et des Transports, des Aéroports et du Bien-Etre animal,
C. DI ANTONIO